



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique monétaire

Question au Gouvernement n° 2814

Texte de la question

POLITIQUE MONÉTAIRE

M. le président. La parole est à M. Jean-Luc Laurent, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Luc Laurent. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, la Banque centrale européenne – BCE – mène depuis maintenant un mois une politique d'assouplissement quantitatif qui consiste à racheter des titres de dettes publiques pour, entre autres, lutter contre la déflation qui menace l'Europe.

La BCE a bien des défauts – le Mouvement républicain et citoyen la critiquait avant même sa naissance – mais son président, M. Mario Draghi, a pris par deux fois la mesure de la crise, en mettant fin à la spéculation sur les dettes publiques en 2012 et, aujourd'hui, en affrontant le risque déflationniste.

L'assouplissement quantitatif a même favorisé une baisse de l'euro, qui se rapproche de la parité avec le dollar – sous l'effet, aussi, de la politique monétaire américaine. Les effets de cette politique sont incertains ; la situation est très contrastée, les bons indicateurs se mélangent aux mauvais.

À l'évidence, l'assouplissement quantitatif ne suffira pas. Pour le dire simplement, l'Europe mène une politique monétaire trop expansionniste tout en conservant des politiques budgétaires absurdement corsetées par le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance – TSCG – et verrouillées, au niveau continental, par la droite allemande.

Plus que jamais, il faut regarder la réalité en face : les économies européennes divergent, alors que les traités étaient supposés organiser leur convergence. Le réel, on s'y cogne, et l'Union économique et monétaire, avec sa politique unique, se cogne à la réalité économique, ainsi qu'à la réalité démocratique – comme en Grèce.

Pour tous les citoyens, le silence de la France est souvent assourdissant. Alors, monsieur le ministre, qu'en pense la France, au moment où il est question, non pas d'une sortie de l'euro, mais de la dissolution de la zone euro ?

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, vous avez eu raison de souligner la qualité de la politique monétaire menée sous la direction de Mario Draghi. Le président de la Banque centrale européenne a fait, dès le milieu de l'année dernière, la bonne analyse, qui était d'ailleurs la même que celle proposée par le gouvernement français, ici même, dans cet hémicycle.

M. Yves Fromion. Ah ?

M. Michel Sapin, ministre. Il décrivait le risque d'une trop faible inflation qui s'accompagnerait d'une trop faible croissance et d'un trop fort chômage. Face à cette situation, et à la suite du débat politique soulevé, en particulier, par le Président de la République, le Premier ministre et moi-même dans les instances européennes, il a pris ces décisions...

M. Pierre Lequiller. Oh, arrêtez ! Draghi est indépendant !

M. Yves Censi. Quel béni-oui-oui !

M. Michel Sapin, ministrequi ont permis de rendre les taux d'intérêt extrêmement faibles, de manière à faciliter le financement non seulement des budgets des États, mais aussi des investissements des entreprises, et, comme vous l'avez souligné, de faire revenir l'euro à un niveau plus conforme à sa valeur réelle. Un euro plus bas permet à nos entreprises d'exporter plus vers les marchés internationaux, mais c'est aussi une manière de lutter sur notre territoire contre des importations qui n'auraient comme seule qualité qu'un prix faible dû à une monnaie trop forte.

Voilà ce qu'a fait M. Draghi, et il l'a fait dans un cadre politique que les gouvernements ont souhaité.

M. Yves Censi. La BCE ne serait donc pas indépendante ?

M. Michel Sapin, ministre . Ce n'est pas tombé du ciel ; ce n'est pas une décision prise comme cela, c'est une décision prise dans un certain cadre politique et dans un certain contexte politique, et qui a été tout particulièrement voulue par notre gouvernement ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Pierre Lequiller. C'est faux !

M. Michel Sapin, ministre . Pour le reste, monsieur le député, notre objectif est non pas la dissolution de la zone euro, mais une zone euro plus puissante, plus forte, plus solidaire, qui ne se réduise pas mais qui soit au contraire capable de s'étendre – et de converger.

M. Pierre Lequiller. menteur !

M. Michel Sapin, ministre . Car oui, il faut faire converger nos économies – non seulement elles, mais aussi nos sociétés, et en particulier nos systèmes de protection sociale ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Laurent](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2814

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 avril 2015](#)